



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
Solidaires, Unitaires et Démocratiques



Comité Central d'Entreprise SNCF
Séance du 9 décembre 2004.

Déclaration SUD-rail :

Déclaration préalable.

Après la manifestation massive du 25 novembre, le 06 décembre, les cheminot(e)s ont dénoncé la privatisation rampante du service public de transport ferroviaire.

Plusieurs centaines de cheminot(e)s, à l'appel de SUD-rail et d'autres organisations syndicales, ont manifesté en gare de Paris Lyon leur refus du TGV privé (iDTGV) même sous le couvert d'une filiale de la SNCF.

SUD-rail veut renforcer cette mobilisation. Si vous ne voulez pas entendre les cheminot(e)s, une autre forme d'action est à mettre en place le plus rapidement possible.

Concernant le grave évènement survenu à Villparisy, la fédération SUD-rail exige que toute la lumière soit faite et que notamment une enquête interne dans la police soit diligenté au plus vite. Nos pensées vont à la famille d'Abdelkader. Par ailleurs, nous réclamons la libération immédiate du cheminot écroué et nous appelons l'ensemble des cheminot(e)s à exprimer leur solidarité.

Dans le cadre de filialisations, la direction vient de décider unilatéralement, la création d'une sous-filiale SNCF « CRM Services » qui va récupérer des métiers de cheminot(e)s. Cette filiale à 100% de Grandes Lignes Internationales, elle-même filiale du groupe SNCF participation, récupère ainsi les activités de :

- Gestion de la relation avec les clients porteurs de cartes commerciales et les abonnés VFE.
- Le pilotage des programmes de fidélisation des clients possédant des cartes commerciales (abonnés, jeunes ou moins jeunes).
- L'exploitation des bases de données clients.
- La confection d'un système d'information VFE.
- La maîtrise d'une partie des actions de publicité.

La rémunération de la filiale est prévue par différents biais : des revenus sur les ventes et les cartes et une rémunération spécifique liée à sa prestation de société de gestion.

La SNCF recapitalise CRM services à hauteur de 85 millions d'euros pour trois ans.... Et après, en 2007 ?

Aujourd'hui, dépenser plus de 560 millions de francs pour un contrat de « gré à gré » donc sans mise en concurrence, pour la création d'une filiale qui récupère une partie du « cœur de

métier » commercial voyageur est un non-sens économique. A moins de chercher par tous les moyens à vider de son contenu l'essentiel des activités de la SNCF.

Concernant la traction, le compte n'y est pas. Dans ce dossier, vous redistribuez les responsabilités liées à l'exercice des métiers de la traction sans pour autant rémunérer les agents à la hauteur de ces responsabilités. Dans ce contexte, nous vous confirmons qu'il y a aujourd'hui une situation d'alarme sociale à la traction. Nous vous demandons, dans le cadre d'une démarche unitaire, d'apporter dans les plus brefs délais des réponses positives aux demandes des conducteurs.

Filialisations, restructurations, nous constatons votre volonté permanente de baisser les coûts de production au détriment d'une organisation cohérente de l'entreprise publique intégrée. Pour quelles raisons ?

Comme la indiqué Mr De Robien lors de la table ronde du 06 décembre pour conquérir de nouveaux marchés en Europe ?

Pour renforcer coûte que coûte la présence de l'entreprise publique SNCF au plan Européen ?

Reprenons une expression employé par Mr Véron lors d'une précédente rencontre : « *Si on n'agit pas ainsi, on va se faire flinguer !* » Cette expression révèle que les efforts que vous demandez aux agents devraient avoir pour résultat le fait de ne pas se faire flinguer... Donc de flinguer les autres !!!

En tant que syndicalistes, attachés à la défense des salarié(e)s en terme d'emploi, de conditions de travail, de salaires, vous comprendrez que nous n'acceptons pas cette logique. Sans aucun doute, nous avons, en ce moment même dans d'autres pays d'Europe, des camarades syndicalistes à qui une direction d'entreprise ferroviaire donne des arguments similaires pour justifier de mesures identiques.

Cette sauvagerie libérale qui consiste à « flinguer » l'autre avant qu'il ne le fasse conduit évidemment à une harmonisation sociale par le bas, à une distribution des richesses issues du travail toujours plus inégalitaires.

C'est tout ce que nous refusons.

Cette réflexion pour vous montrer que SUD-rail, nos adhérents, nos collègues, sommes effectivement Européens, dans le cadre d'une Europe d'échanges, de coopération, d'harmonisation sociale par le haut, et certainement pas dans une Europe dans laquelle la guerre économique est la raison d'être.

Si certains peuvent se donner bonne conscience en croyant que cette barbarie économique est porteuse de progrès, nous vérifions au quotidien qu'elle engendre des drames sociaux et qu'elle fait, à l'instar de la guerre, de nombreuses victimes.